



Déconfinons nos revendications : une autre politique éducative est possible !

L'année 2020 a été particulièrement douloureuse pour les personnels de l'éducation nationale. Nous avons tou-te-s constaté dans nos établissements et écoles les défaillances sidérantes de notre administration sur la gestion de cette crise sanitaire :

- absence totale d'anticipation des protocoles à appliquer et des moyens à allouer
- aucun recrutement pour aider les élèves impactés par la situation
- absence d'équipements pour le travail à distance
- absence de masques adéquats fournis à tou-te-s (élèves et personnels) et renouvelés lorsque nécessaire

Nous sommes nombreux-ses à tenter de pallier individuellement ces défaillances structurelles, sous la pression continue de nos hiérarchies. Nombreux-ses à travailler tard le soir et à longueur de week-end, à ramener notre stress à la maison et à ne jamais vraiment décrocher.

Dans ce contexte, le budget 2021 apparaît comme une véritable provocation supplémentaire avec, notamment, une accentuation des suppressions de postes à la rentrée : 1800 dans le 2nd degré au niveau national, dont dans les lycées du Loiret 74,5 heures-postes en moins pour 565 élèves en plus ! Et dans le 1^{er} degré, +17 postes certes, mais qui ne serviront à peine qu'à réaliser les dédoublements annoncés, et n'empêcheront pas des inégalités davantage creusées sur tout le territoire avec la fin programmée des REP.

De plus, la revalorisation tant attendue par tous les personnels, prise sur une partie des 400 millions d'euros, sera dérisoire et ne concernera que 30 % d'entre eux. Parmi les autres, les précaires, dont notamment les AED et AESH, en sont les grand-e-s oublié-e-s. En outre, le « Grenelle du Ministre » en cours de discussion prévoit de modifier en profondeur le fonctionnement de l'École, les missions et les statuts des personnels.

Enfin, les annonces ministérielles de dernière minute, et le plus souvent par voie de presse de surcroît, traduisent un peu plus le mépris de notre hiérarchie.

Seul le rapport de force massif, notamment par la grève, permettra de renverser les politiques destructrices à l'œuvre dans le service public d'éducation comme le projet « 4D » de décentralisation du service de santé scolaire et des agences comptables. La situation est inacceptable et nous met tou-te-s en souffrance : élèves comme personnels. Nous exigeons les moyens de faire notre travail dignement quoiqu'il en coûte !

Sortons la tête de l'eau !

Contre les politiques d'austérité et les réformes inégalitaires du ministre Blanquer, des réponses globales sont possibles :

- une vraie revalorisation des salaires et des carrières pour toutes les catégories de personnels (passant par le dégel du point d'indice couplé à des mesures significatives), et non de simples primes
- des baisses d'effectifs dans toutes les classes
- des créations de postes et des recrutements massifs et pérennes dans tous les secteurs
- le maintien et l'amélioration du service de santé scolaire et de gestion au sein de l'Education Nationale

Les organisations syndicales de l'Education CGT, FSU, FNEC FP FO, SNALC et SUD Education du Loiret appellent tous les personnels à s'engager dans la grève et à participer :

Le mardi 26 janvier 2021

- ➔ **Aux manifestations à 10h30 au départ :**
 - du Rectorat à Orléans (une audience sera demandée au DASEN)
 - de la place du Pâtis à Montargis
- ➔ **À l'AG (en visio : lien disponible sur nos sites au préalable) à 14h30**